

**DELIBERATION N° 16-A-049 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE
L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE**

**TITRE : PARTICIPATION FINANCIERE EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CALAISIS (62) POUR LA REALISATION
D'INVESTISSEMENT EN ASSAINISSEMENT DANS LE CADRE DU CONTRAT DE
DEVELOPPEMENT TERRITORIAL POUR CALAIS ET LE CALAISIS**

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le Xème Programme d'Intervention 2013-2018 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- Vu le Règlement Intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie applicable au 12 septembre 2014,
- Vu la délibération n° 16-A-024 du Conseil d'Administration du 17 juin 2016 en portant approbation des modalités générales des interventions financières de l'Agence,
- Vu la délibération n° 16-A-048 du Conseil d'Administration du 14 octobre 2016 portant approbation des montants annuels,
- Vu la délibération n° 15-A-040 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2015 relative aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° 15-A-038 du Conseil d'Administration du 16 octobre 2015 relative à la gestion des eaux pluviales en milieu urbanisé par les collectivités territoriales,
- Vu le Contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis signé le 13 novembre 2015,
- Vu le rapport présenté au point n 3.8 (2) de l'ordre du jour de la Commission Permanente des Interventions du 23 Septembre 2016,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n°4.1.1 de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 14 Octobre 2016,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

La participation financière à la Communauté d'Agglomération de Calais pour la période 2016-2018 et pour les opérations d'amélioration des stations d'épuration reprises à l'article 6, est apportée sous forme d'une subvention de 15% et d'une subvention complémentaire exceptionnelle et dérogatoire de 45% en remplacement de l'avance remboursable de 30%. Cette participation est accordée dans la double limite d'un montant de travaux finançable de 4 220 000 € HT et d'une subvention de 2 532 000 €.

ARTICLE 2 -

La participation financière à la Communauté d'Agglomération de Calais pour la période 2016-2018 et pour les opérations de bassins de stockage restitution reprises à l'article 6, est apportée sous forme d'une subvention de 20% et d'une subvention complémentaire exceptionnelle et dérogatoire de 40% en remplacement de l'avance remboursable de 35%. Cette participation est accordée dans la double limite d'un montant de travaux finançable de 5 335 000 € HT et d'une subvention de 3 201 000 €.

ARTICLE 3 -

Après dépôt des dossiers, la Commission Permanente des Interventions examinera et validera le montant financier attribué à chaque opération conformément aux dispositions dérogatoires de la présente délibération. Toutes les autres dispositions des délibérations d'intervention susvisées s'appliquent aux opérations listées à l'article 6.

ARTICLE 4 -

Le montant des participations financières accordées à la Communauté d'Agglomération du Calaisais pour les travaux d'amélioration des stations d'épuration est imputé sur la ligne de programme X110.

ARTICLE 5 -

Le montant des participations financières accordées à la Communauté d'Agglomération du Calaisais pour les travaux de construction des bassins de pollution est imputé sur la ligne de programme X115.

ARTICLE 6 -

Les opérations retenues pour l'amélioration des stations d'épuration sont :

- désinfection station d'épuration Calais Monod,
- station d'épuration de Sangatte,
- dégrilleur et recirculation station d'épuration Calais Calais Toul,
- dégrilleurs station d'épuration Calais Monod et poste de relèvement Marcel Doret,
- traitement des boues station d'épuration Calais Monod,
- désinfection station d'épuration Calais Toul.

Les opérations retenues pour les bassins de stockage restitution sont les suivantes :

- bassin Martin Luther King,
- bassin Coulogne,
- bassin Toumaniantz,
- bassin Mi-voix.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Michel LALANDE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'AGENCE


Olivier THIBAUT